



## LES MINUTES AÉMA

# #10

LA DÉMOCRATIE AUJOURD'HUI ET DEMAIN :  
L'AVENIR DES ENGAGEMENTS MUTUALISTE,  
DÉMOCRATIQUE ET ASSOCIATIF

MINUTE ISSUE DE L'INTERVENTION  
DE PASCAL PERRINEAU  
ET NAJAT VALLAUD-BELKACEM  
DU 14 MARS 2023

## S O M M A I R E

- 00 LES RENCONTRES AÉMA
- 01 L'INTRODUCTION  
DE PASCAL MICHARD
- 02 L'INTERVENTION  
DE PASCAL PERRINEAU ET  
NAJAT VALLAUD-BELKACEM
- 03 ÉCHANGES,  
APPROFONDISSEMENTS  
ET PERSPECTIVES
- 04 OUVERTURES À L'ISSUE  
DES ÉCHANGES
- 05 A PROPOS  
DES INTERVENANTS

## *Anticiper le futur pour mieux comprendre le monde*

Quels sont les contours de notre destinée commune ? Comment bâtir le monde de demain autour des valeurs de solidarité, d'équité, de partage, de protection et d'apports mutuels dont le mutualisme se revendique ?

Les *Rencontres Aéma* participent de cette volonté d'Aéma Groupe, premier Groupe mutualiste de protection français, de mieux comprendre notre monde pour construire la protection de demain.

Cette volonté s'articule autour de quatre grands thèmes au cœur du questionnement d'Aéma Groupe et dont chacun constitue un enjeu d'avenir dans notre projet de vie en commun :

- Les solidarités territoriales
- Les solidarités générationnelles
- L'avenir de la protection sociale
- Le numérique éthique

Sur chacun de ces sujets majeurs, les *Rencontres Aéma* s'organisent autour de femmes et d'hommes, acteurs publics, chercheurs, acteurs de l'économie sociale et solidaire, dont les actions, les réflexions et l'observation du monde constituent autant de regards éclairants sur notre société.

Cette rencontre avec Pascal Perrineau et Najat Vallaud-Belkacem sur le thème de l'avenir des engagements mutualiste, démocratique et associatif a eu lieu le 14 mars 2023 au siège d'Aéma Groupe.



# L'INTRODUCTION DE PASCAL MICHARD

*Notre groupe s'inscrit  
dans le temps long*

**Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

Madame la Ministre, chère Najat Vallaud-Belkacem, cher Pascal Perrineau qui nous faites le plaisir de venir et de revenir parmi nous ce soir, cher François Miquet-Marty. Mesdames et Messieurs les Membres des Conseils d'administration des entités d'Aéma Groupe, Mesdames et Messieurs les membres des collectifs Dirigeants d'Aéma Groupe, Mesdames et Messieurs qui nous faites l'honneur de participer à nos travaux. Chers amis, c'est pour moi un plaisir d'ouvrir ces dixièmes Rencontres d'Aéma dans notre auditorium de Pernet.

En quelques mois d'existence du Groupe puisque nous avons fêté le 7 janvier dernier nos deux ans, nous avons bien sûr créé un groupe mutualiste solide, compétent sur l'ensemble des métiers de l'assurance et de la protection plus généralement. Protection des biens, protection des personnes, au service de 11 millions de foyers en France qui nous font confiance, pour protéger leur parcours de vie et ce qu'ils ont de plus précieux : leur habitat, leur mobilité, leur santé notamment et celle de leurs proches, leur épargne fruit de leur travail etc...

Installer un groupe nouveau n'est pas chose aisée, a fortiori dans le contexte d'une gouvernance mutualiste démocratique, mais j'y reviendrai. Nous avons donc créé ce groupe, nous l'avons installé sur de bons rails et nous sommes en train de le faire croître au service de nos sociétaires, adhérents ou clients dans une culture de performance globale, j'entends par là qu'il s'inscrit dans le temps long, qui place la performance financière au même niveau que la performance sociale, que la performance sociétale et que la performance environnementale et qui en tout cas ne s'y substitue pas.

En deux ans nous avons eu l'honneur de recevoir sur ce plateau des penseurs et des acteurs de notre écosystème pour travailler sur l'avenir des territoires avec Hervé Le Bras et Laurent Davezies, sur l'avenir de la protection sociale avec Cynthia Fleury, François Hollande, Pierre Rosanvallon, Anne Muxel et Jean-Luc Izard. Sur le numérique enfin avec Cédric O, Adrien Basdevant, Alain Clot, Paul de Billy, et Maya Noël.



# *Juste représentativité et juste technicité*

## **Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

En novembre dernier nous avons entamé un nouveau cycle thématique autour de la gouvernance démocratique, qui vous le savez est au cœur du modèle de l'économie sociale et solidaire dont nous sommes fièrement issus.

Nous vivons chaque jour dans nos entreprises dans un modèle de légitimité de plus en plus technique, où les mandats répondent à ce qu'on appelle en bon Français le « Fit and Proper », ce que les Québécois et Belges disent plus simplement politique de compétence, qui pourrait remettre en cause les sources habituelles de légitimité : légitimité dans la relation plus ou moins équilibrée entre actionnaires et managers dans les entreprises capitalistes, légitimité démocratique dans les entreprises de l'économie sociale et solidaire comme les nôtres. Et donc de représentativité territoriale, affinitaire, sociale, etc...de nos mandants.

Dans une logique où la solidarité est le concept fondateur et non la possession du capital : pour le dire plus simplement, dans nos entreprises de personnes et non de capitaux, ce n'est pas la propriété matérielle qui détermine le pouvoir, mais la légitimité électorale qui est tout aussi, sinon plus importante que le « fit and proper ».

Cette double injonction à la fois de représentativité démocratique de notre base et en même temps de satisfaction aux obligations réglementaires est parfois mal aisée. Pour être caricatural : comment être à la fois représentant de Madame et de Monsieur Tout Le Monde et en même temps double diplômé de Polytechnique et de l'ENSAE comme le rêverait notre régulateur. Au-delà de la boutade, ce tiraillement entre juste représentativité ou représentation et juste technicité est au cœur de nos réflexions et je crois très profondément est au cœur même de la question démocratique du moment.

Nous aurons le plaisir de vous écouter sur ce sujet dans quelques minutes mais je pense que les gouvernances démocratiques, politiques et associatives subissent le même questionnement aujourd'hui.

Ce préambule fait, je souhaiterais si vous me le permettez, vous présenter brièvement à notre auditoire.

# *Un nouveau cycle thématique autour de la gouvernance démocratique*

## **Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

D'abord **Najat Vallaud-Belkacem**, vous êtes titulaire d'une licence de droit de l'Université de Picardie, région dans laquelle vous avez passé l'essentiel de votre enfance. Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en 2000, dans lequel vous avez également enseigné et où vous avez créé un programme de formation consacré aux politiques publiques en matière d'égalité femmes-hommes que vous co-dirigez depuis 2018.

Vous avez été juriste dans un cabinet d'avocats près le conseil d'Etat, à la sortie de vos études puis élue locale dès 2004 à la région Rhône-Alpes et à partir de 2008 à la ville de Lyon et au Conseil Général du Rhône. Vous avez été nommée Ministre des droits des femmes et porte parole du gouvernement en 2012 dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, dont vous étiez la benjamine à l'époque, puis Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports en 2014 avant de devenir la première femme Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de 2014 à mai 2017. En 2018 vous êtes nommée Directrice des affaires publiques internationales du groupe spécialisé dans l'étude des opinions publiques, Ipsos, avant de prendre en 2020 la direction France de l'ONG ONE, organisation fondée par le chanteur de U2 Bono qui lutte contre les maladies et la pauvreté dans le monde. Dans le même temps, vous revenez en politique en 2021 et présidez le groupe socialiste, écologiste et démocrate à la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Et l'année dernière vous devenez présidente de France Terre d'Asile, association de soutien aux demandeurs d'asile et à la défense du droit d'asile en France.

**Pascal Perrineau**, vous êtes venus nous voir en novembre dernier.

Je rappelle à ceux qui n'étaient pas là que vous êtes agrégé en sciences politiques, professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Vous enseignez sur le vote, l'analyse des comportements et des attitudes politiques, la science politique et l'extrême droite en France et en Europe.

Vous avez été également nommé parmi les cinq garants du Grand Débat National en janvier 2019, débat organisé pour répondre à la crise résultant du mouvement des Gilets Jaunes.



**Pascal Michard, Président d'Aéma Groupe :**

Chère Najat Vallaud-Belkacem, cher Pascal Perrineau, nous serons particulièrement attentifs à votre analyse de la situation politique en général, à votre analyse aussi de la place de la démocratie, en particulier en tant qu'entreprise reposant sur un modèle démocratique mutualiste. Cela nous sera d'un apport essentiel pour agir de manière plus éclairée en notre sein et dans la cité plus généralement, à un moment où la démocratie est quelque peu malmenée.

Merci donc à vous à la fois sur l'estrade mais aussi présents dans la salle ; merci d'être ici et je laisse à présent la parole à nos orateurs et peut-être le soin d'introduire les échanges et le débat à François Miquet-Marty.



# LES INTERVENTIONS DE PASCAL PERRINEAU ET NAJAT VALLAUD-BELKACEM

## *L'engagement est multiforme*

### **François Miquet-Marty :**

Monsieur le Président, cher Pascal Michard, Mesdames et Messieurs, merci beaucoup pour votre présence ce soir. C'est toujours un plaisir de se retrouver et merci à nos deux invités Najat Vallaud-Belkacem et Pascal Perrineau.

Nous poursuivons nos réflexions portées par Aéma Groupe sur le monde qui vient et le monde de demain, à la fois sur les grandes tendances et sur les enjeux et les solutions qui permettent d'y répondre. Avec ce soir deux invités très prestigieux, nous allons pouvoir mettre la barre assez haut, notamment sur cette question de l'engagement que vous évoquiez Pascal Michard en particulier en termes de solutions, d'actions. En effet vous avez eu la gentillesse de rappeler que Pascal Perrineau nous a déjà brossé un tableau assez impressionnant de l'historique de la démocratie, de ces pathologies. Ayant ce tableau là, la question qui se pose désormais est celle peut-être des solutions, je ne sais pas si nous pouvons citer Lénine dans une enceinte comme la vôtre, Lénine aurait dit : que faire ? C'est à peu près la question qui se pose aujourd'hui sur cette thématique de l'engagement, sachant

que l'engagement est multiforme. Il y a évidemment l'engagement mutualiste qui est au cœur de l'ADN mutualiste, de son histoire : sans remonter au XIXème siècle et aux sociétés de secours mutuel, mais y compris après, cette question de l'engagement mutualiste est très forte. Il y a bien entendu la question de l'engagement démocratique, on parlait autrefois de la démocratie politique. Il y a la démocratie syndicale bien entendu et puis il y a l'engagement dans les associations, les ONG, tout cela est assez différent. La notion d'engagement est très polymorphe, on a le sentiment que certains types d'engagement s'érodent de façon manifeste, c'est très vrai sur le front syndical. On avait un tiers des Français qui étaient syndiqués après la guerre, aujourd'hui on est autour de 8% je crois. Sur les taux d'abstention, l'engagement s'érode de manière massive aussi. Mais on voit se diversifier d'autres manières de s'engager, d'autres manières d'être, peut-être sans médiation, peut-être plus directe. Donc l'idée est d'essayer dans une heure d'y voir un peu plus clair dans ce panorama que je brosse de façon sombre et obscure pour permettre à nos invités de l'éclaircir.

## *Une évolution de l'engagement à la baisse*

### **François Miquet-Marty :**

Peut-être en commençant par vous Pascal Perrineau, je vais demander à chacun d'entre vous de planter le décor, pour avoir votre vision des choses. Ensuite nous pourrons rebondir sur vos visions respectives. Quel diagnostic dressez-vous ? Quelles hypothèses de réflexions pour l'avenir ? Quel regard portez-vous sur la question de l'engagement, notamment en France ?

Est-ce que cela va si mal que cela ? Est-ce qu'on n'est pas davantage sur une métamorphose que sur une érosion totale, voire une disparition des formes d'engagement et puis si vous pouvez amorcer cette réflexion sur les solutions en se tournant vers l'avenir ?

### **Pascal Perrineau :**

Merci de m'avoir convié à ce débat sur l'engagement sous toutes ces formes. Vous aviez raison François d'insister sur l'aspect extrêmement multiforme. Cependant même lorsqu'on retient cet aspect multiforme de l'engagement, on est frappé aujourd'hui, en prenant comme référence les années d'après-guerre jusqu'à nos jours, d'une évolution à peu près uniforme à la baisse. Et parfois même à l'effondrement.

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mutation.

A la baisse : la syndicalisation, on parle beaucoup des syndicats aujourd'hui, on a l'impression que ce sont des forces tout à fait imposantes, or le taux de syndicalisation est de 8%, c'est un taux de syndicalisation très faible comparé aux autres nations européennes. Par exemple par rapport à notre voisin britannique, à notre voisin allemand, notre voisin autrichien. Il y a bien là une spécificité française qui est ancienne car la faiblesse des corps intermédiaires doit être perçue en France avec une analyse très longitudinale et il faut remonter à la rupture révolutionnaire et à cette volonté d'en finir avec les corps intermédiaires.

En politique, c'est Waterloo morne plaine : un peu moins de 2% de la population électorale appartient aujourd'hui à des organisations politiques. C'est véritablement tout à fait marginal, les organisations politiques en France sont des nains si on les compare à beaucoup de voisins européens. Le SPD en Allemagne, le Labour en Grande Bretagne, les partis espagnols sont plus importants que les partis français.

## *Un mouvement irrésistible d'individuation*

Maintenant ce sont souvent uniquement des gros clubs de professionnels de la politique.

L'engagement associatif va un peu mieux, mais dès que l'on va vers des associations qui interviennent dans le débat d'idées, qui se posent le problème du bien commun, là aussi on a des associations qui sont extrêmement essouffées. Les associations par exemple d'éducation populaire connaissent de gros problèmes en France. La tendance est partout à l'érosion, alors que ces associations jouent un rôle extrêmement important dans le tissu social.

« LES INDIVIDUS SE DÉFINISSENT DE PLUS EN PLUS À PARTIR D'EUX-MÊMES, ET NON À PARTIR DES COLLECTIFS AUXQUELS ILS APPARTIENNENT. »

Le vote n'en parlons pas : on s'habitue à des taux d'abstention qu'on n'avait jamais connus. En juin 2022 on a battu le record historique depuis que les législatives existent : jamais autant de Français ne s'étaient abstenus.

Alors pourquoi ? Tout cela s'inscrit dans un mouvement irrésistible qui est un mouvement d'individuation (certains disent d'individualisme mais on tombe dans le jugement de valeurs) : les individus se définissent de plus en plus à partir d'eux-mêmes, et non à partir des collectifs auxquels ils appartiennent. Il y a une crise des appartenances collectives qui est massive, il suffit de voir toutes les enquêtes parues sur le sentiment d'appartenance à un milieu social ou à une classe, c'est en chute libre. Le sentiment d'appartenance religieuse idem, le sentiment d'appartenance à des espaces idem. Donc une individuation, mais qui est un mouvement irrésistible qui provoque des effets pervers, c'est ce que Ehrenberg appelle la fatigue d'être soi-même. A force de vouloir toujours partir de soi, c'est une base insuffisante, regardons le malaise aujourd'hui : beaucoup de psychiatres de l'enfance et de l'adolescence le disent et on voit l'évolution en tant qu'enseignant. La montée des dépressions graves chez les jeunes est très impressionnante. On en a parlé exceptionnellement après le confinement, mais c'était bien antérieur : il y a un mal être qui a quelque chose à voir avec cette difficulté, cette espèce d'impératif social : pars de toi-même, le bébé est une personne et donc on ne s'inscrit plus dans des collectifs d'appartenance et quand il y a des appartenances ce sont des micro-appartenances. C'est ce que Michel Maffesoli appelle le temps des tribus.

## *L'évolution de la conception de la citoyenneté fait évoluer la notion d'engagement*

Et derrière tout cela il y a une évolution de la notion de citoyenneté. Qu'elle soit en entreprise ou dans le domaine politique, la citoyenneté pour les plus de 50 ans, c'est une citoyenneté par héritage, faite d'un ensemble de droits et de devoirs.

Pour les jeunes générations, dans toutes les enquêtes qui ont été faites, la citoyenneté ce n'est pas du tout cela. C'est un contrat rétractable : on peut en sortir puis on peut y revenir et c'est avant tout des droits et assez peu des devoirs. Il y a une conception de la citoyenneté, et cela dépasse la France, qui a beaucoup changé et qui a fait évoluer cette notion d'engagement. Et puis, il y a une crise des grandes idéologies : l'engagement c'est quand il y a de l'offre. Quand il n'y a pas d'offre pourquoi s'engager ? Qu'est-ce que c'est que le socialisme aujourd'hui, qu'est-ce que c'est que le gaullisme, qu'est-ce que c'est que le communisme, qu'est-ce que c'est que la démocratie chrétienne ? Cela ne veut plus rien dire : donc il y a une crise de l'offre idéologique phénoménale et que l'on voit nous de manière impressionnante : le clivage gauche droite ne cesse de s'éroder depuis 20 ans. Une immense majorité de Français (plus de 66%) nous disent : « j'ai beau me sentir de droite ou de gauche mais ça n'a plus de sens pour comprendre les grands enjeux de la vie politique aujourd'hui ».

Même lorsqu'on a encore le sentiment d'appartenance, qui ne cesse de diminuer en particulier dans les jeunes générations, il n'a plus de sens pour comprendre les grands enjeux et les grands clivages aujourd'hui.

« MAIS IL Y A QUAND MÊME DES SOLUTIONS COMME RECRÉER DU SENS DANS DES COLLECTIFS DANS LESQUELS ON SE POSE LA QUESTION DU BIEN COMMUN. »

Alors, que faire ? Certains disent : pas grand-chose car ce sont des mouvements sociaux et culturels de fond et si on ne redéfinit pas complètement le système d'offre, la crise va aller s'accroissant. Même quand on écoute parfois les discours de certains partis politiques, de certains candidats à l'élection présidentielle, on se demande où est le discours sur le bien commun ? Qu'est-ce que c'est que faire société pour Madame X ou Monsieur Y qui se présentent à nos suffrages ? La question de l'appartenance à des collectifs qui se posent la question du bien commun et qui donc fournissent du sens.

# *La nécessité d'une éducation précoce à l'engagement*

Il ne s'agit pas de revenir à de grandes idéologies, il s'agit de revenir à des contrats d'objectifs à l'horizon 10 ans : comment en tant que candidat je vois l'évolution de la société française à cet horizon ?

Deuxièmement : l'éducation précoce à l'engagement. Toutes les analyses sur le système éducatif montrent que le système éducatif français est un handicap.

Le système scolaire français est très peu armé, très peu participatif par rapport à beaucoup de systèmes d'enseignement par exemple en Europe, et en particulier dans les Pays Nordiques qui ne fonctionnent pas de la même manière. Quand j'enseigne aux Etats Unis l'été, je change complètement de système, ça n'a rien à voir : on travaille beaucoup plus collectivement avec nos étudiants américains qu'avec nos étudiants français, il n'y a pas cette manie de l'évaluation permanente et de la notation en 20 ou 40 paliers, ça n'existe pas.

« L'ÉDUCATION SOUVENT EST PLUTÔT UN OBSTACLE À L'ENGAGEMENT COLLECTIF QU'UNE AIDE. »

Troisième point : la formation urgente à l'analyse critique et à la mise au jour des biais cognitifs. Pourquoi ? Il y a un livre très intéressant qui vient de sortir d'Anne Muxel et d'Adélaïde Zulfikarpasic aux Editions de l'Aube : « Au fil de l'engagement ». Elles distinguent cinq modalités d'engagement et la modalité d'engagement qui se développe le plus chez les jeunes, c'est l'engagement numérique, qui est un engagement light par rapport aux autres. Il suffit de faire circuler des opinions sur les réseaux sociaux, de relayer des posts d'influence relatifs à telle ou telle cause, c'est light par rapport à des réunions à faire par exemple au Parti Socialiste ou autre.

Dans les jeunes générations, c'est la forme d'engagement majoritaire, mais il est porteur de multiples effets pervers. Il y avait une naïveté sur internet, on disait qu'internet allait être un nouveau lieu d'épanouissement démocratique. Toutes les analyses reviennent massivement sur ce point et dénoncent les effets pervers comme Gérard Bronner qui parle de démocratie des crédules. Dans cette démocratie des crédules, l'espace numérique joue un rôle essentiel dans les progrès phénoménaux de la crédulité chez les jeunes : on le mesure. Et si on veut lutter efficacement contre les fake news, les théories du complot qui pourrissent le débat démocratique, il va falloir se poser concrètement le problème de la régulation, mais aussi de l'éducation à l'analyse critique et à l'usage de l'information pour lutter contre tous les biais cognitifs.

*L'engagement contemporain  
doit être de plus en plus  
« one issue oriented »*

Gérald Bronner donne des exemples concrets dans son livre « Apocalypse cognitive » aux Editions PUF. Et puis je crois que les modes d'organisation doivent changer : depuis la fin du XIXème siècle jusqu'aux années 80, l'engagement s'est fait dans des modes d'organisation extrêmement verticaux, et même quand il y avait des mécanismes démocratiques, ils étaient soumis à la loi d'airain de l'oligarchie, comme l'a dit Roberto Michels, analyste des partis politiques. On croyait créer la démocratie, on recréait des oligarchies.

« AUJOURD'HUI LES MODES D'ORGANISATION QUI PEUVENT ÊTRE L'EXUTOIRE DE CETTE VOLONTÉ D'ENGAGEMENT DOIVENT ÊTRE DES MODES D'ORGANISATION BEAUCOUP PLUS HORIZONTAUX, BEAUCOUP PLUS PARTICIPATIFS. »

Et ils ne doivent pas négliger le fait qu'il reste une volonté d'engagement chez les jeunes : il y a un livre par exemple qui est sorti sur les étudiants de Sciences Po. Ils veulent s'engager, on leur parle beaucoup du parcours civique, il faut de l'associatif sur son CV. C'est un peu plus compliqué que cela, mais il faut que les nouveaux modes d'organisation prennent en compte tout cela et prennent en compte le fait que l'organisation contemporaine et l'engagement contemporain doivent être de plus en plus « One issue oriented », c'est-à-dire des mouvements à enjeu unique, des mouvements qui cherchent à défendre, promouvoir très concrètement une cause et à améliorer la situation dans ce secteur de l'enjeu unique.

On trouve encore de l'ardeur pour cela, alors que parmi mes étudiants en première année aucun n'appartient à un parti politique. En revanche il y en a facilement une cinquantaine sur 120 qui sont membres d'une organisation axée sur la faim dans le monde, etc... Cela c'est un nouveau type d'engagement qui lui en revanche se porte bien.

**François Miquet-Marty :**

Merci beaucoup Pascal avec à la fois dans vos propos des éléments de constat et de réflexions sur l'avenir. Najat Vallaud-Belkacem, vous êtes une personnalité engagée, on peut même dire multi-engagée, vous avez été et êtes engagée en politique, dans des associations, des ONG désormais : est-ce que vous partagez le constat de Pascal Perrineau sur, au fond, ce déclin de l'engagement ?

# *C'est l'intranquillité qui conduit à s'engager*

Pour rebondir, on a aujourd'hui 12 millions de Français qui se déclarent engagés dans des associations, bien sûr les associations sont quelque chose de très polymorphes, et puis on peut être engagé temporairement ou de manière plus structurelle. Il y a quand même des gens qui font des choses d'une manière ou d'une autre. Est-ce que vous partagez ces constats ? Et que retenez-vous de votre parcours puisque vous avez la comparaison réelle de la vie politique et de la vie associative, de la vie des ONG ? Est-ce qu'au fond on est sur une grande mutation avec de nouvelles formes d'engagement qui émergent et peut-être au profit des ONG et moins de la politique, est-ce qu'il y a cette bascule qui s'opère ? Est-ce qu'on est comme le dit Pascal Perrineau sur des engagements mono-enjeu, davantage orientés sur la volonté de changer les choses sur un enjeu précis et non pas portés par des visions globales du monde de demain ? Quelle est votre vision et peut-être quelques hypothèses d'avenir aussi puisque nous allons très vite basculés sur les solutions ?

## **Najat Vallaud-Belkacem :**

Merci beaucoup, bonsoir à toutes et à tous, ravie d'être là.

C'était pas mal d'écouter Pascal poser en effet le paysage pour commencer parce que je peux rebondir dessus et puisqu'il a eu un regard assez macro-économique d'une certaine façon en rappelant les chiffres, les évolutions, je vais plutôt emprunter un regard micro en m'intéressant peut-être à ce qui mène un individu à l'engagement en fait concrètement.

Qu'est ce qui fait qu'un beau jour un jeune ou moins jeune se dise je vais m'engager ? Si j'en crois ma propre expérience, mais si j'en crois aussi ceux qui m'entourent et c'est vrai que dans le monde des ONG, j'en rencontre quand même pas mal des gens engagés, je pense que c'est l'intranquillité qui conduit à s'engager. L'intranquillité qui fait qu'on n'est pas satisfait d'une situation, d'un dysfonctionnement de société, cela peut-être à l'échelle de son université, d'un quartier, d'une ville, de la France ou du monde. On est insatisfait d'un dysfonctionnement et cela nous empêche un peu de dormir d'une certaine façon, c'est ce que j'appelle l'intranquillité. Et on a une idée de comment on pourrait résoudre le problème en question et c'est cela qui va conduire à l'engagement.



## *L'obésité informationnelle est l'ennemie de l'information*

Le problème c'est que pour pouvoir ressentir cette intranquillité, encore faut-il pouvoir être bien informé sur le problème en question, du fait que ça pourrait se passer autrement. Même si on a dit qu'on s'en tenait à la France, beaucoup des observateurs qui regardent la façon dont la jeunesse iranienne se rebelle, se mobilise, se révolte et a contrario comment, sans porter de jugement, on a moins de mobilisation des femmes afghanes, expliquent ce différentiel par le fait que du côté des femmes afghanes on est en présence de décennies de soumission, même s'il y a eu une brève éclaircie, il n'y a pas eu cette éducation qu'ont eue les Iraniennes. Une éducation d'ailleurs partagée avec les hommes, et il y a beaucoup d'hommes qui soutiennent les Iraniennes dans leur combat, là où par exemple en Afghanistan on n'imaginerait pas qu'il y ait beaucoup d'hommes qui soutiennent les Afghanes.

Donc cette question de l'information, de l'accès à l'éducation est absolument cruciale quand on s'intéresse aux ressorts de l'engagement. Or ce que je comprends de mieux en mieux en naviguant dans cette société, c'est que l'ennemi de l'information ce n'est pas seulement l'absence d'information, c'est aussi l'obésité informationnelle. C'est le péril qui nous guette ou dans lequel on est déjà jusqu'au cou : ça nuit à l'engagement. J'ai été frappée, dans mes activités avec France Terre d'Asile, de voir à quel point l'obésité informationnelle en termes d'images par exemple de gamins morts noyés sur les côtes italiennes, grecques ou ailleurs, fait qu'

« ON ASSISTE À UN REcul DE NOTRE  
CAPACITÉ D'EMPATHIE QUI EST QUAND MÊME  
CONSIDÉRABLE. »

Quand le petit Aylan avait échoué dans cette situation là en 2015, cela avait fait la une des journaux. Mais il y a 15 jours, fin février, on a eu la même photo d'un gamin au large des côtes calabraises dans le cadre du naufrage qui a coûté la vie à une soixantaine de personnes, et franchement personne n'en a parlé.

En 2020 même situation, un gamin que l'on retrouve cette fois-ci sur les côtes grecques, la réaction des autorités a été d'aller chercher le père de ce gamin qui faisait partie des personnes qui avaient tenté la traversée et avait perdu son enfant. Le père donc lui était vivant, les autorités grecques sont allées le chercher, lui ont mis des menottes et l'ont condamné à des années de prison pour avoir entraîné son fils dans cette situation. On évolue dans notre capacité à nous émouvoir et à nous mobiliser.

## *L'engagement naît du fait d'être éclairé sur une situation*

Cette obésité informationnelle c'est aussi un sujet qui fait que la jeune génération, assaillie d'images de toutes parts, en vient à relativiser les informations qu'elle reçoit, à mettre quasiment au même niveau des choses qui relèvent du tragique et des choses qui relèvent de la dérision. C'était juste pour compléter le sujet éducatif évoqué à l'instant par Pascal, je partage ce qu'il disait sur les biais cognitifs, je suis une grande lectrice de Gérard Bronner et je pense qu'on a absolument besoin d'être formé, pas que les enfants d'ailleurs, à cette question des biais.

Et je le sais d'autant plus que j'ai été une femme politique, et j'ai souvent été moi-même victime d'une série de fake news, je sais à quel point quand vous cherchez à vous débattre contre une fake news, le biais de confirmation fait que les gens qui en face de vous ont si profondément ancré dans leur inconscient des préjugés à votre égard, un certain nombre de stéréotypes dans lesquels ils vous cantonnent, et bien leur cerveau ne retiendra que les informations qui confortent leur intuition, leurs stéréotypes et leurs préjugés et ne verra même pas passer les informations qui infirment la fake news.

« EVIDEMMENT QUE LES BIAIS COGNITIFS  
IL FAUT ABSOLUMENT Y TRAVAILLER  
DAVANTAGE CAR ILS VIENNENT METTRE À MAL  
TOUT CE QU'ON VIENT DE DIRE EN TERMES  
D'INFORMATION, D'ACCÈS À L'ÉDUCATION,  
ETC ... »

C'est un peu comme s'ils venaient neutraliser l'effort que l'on peut faire. L'engagement naît du fait d'être éclairé sur une situation : si vous avez des biais cognitifs qui viennent neutraliser cette information et cette éducation, d'une certaine façon tout le travail est à refaire. Et des biais cognitifs dans notre pays il y en a beaucoup. Sur les sujets dont je m'occupe particulièrement par exemple : le nombre d'étrangers en France, le nombre d'étrangers dans les prisons, le nombre des réfugiés qui n'en sont pas vraiment et qui viennent là dans le cadre de la migration économique. A force de les entendre dans les médias, on assimile ces informations, on les intériorise et cela nous empêche d'être véritablement ému et mobilisé et engagé sur un certain nombre de sujets. Je parle beaucoup de réfugiés, mais on pourrait en dire autant de la pauvreté, du nombre d'assistés, etc...

Au-delà, une des choses qui réfrène l'engagement une fois qu'on a eu accès à cette information, c'est la complexité du monde.

## *Il y a une crise de l'intermédiation politique*

Le nombre de fois où des jeunes m'ont dit j'aimerais bien moi aussi être engagé en politique ou dans une ONG mais je n'ai pas fait les bonnes études, je n'ai pas le bon diplôme, je n'ai pas le bon champ d'expertise, alors je ne suis pas sûr d'en être capable. Et je leur réponds mais attention ça n'a rien à voir. On a fini par convaincre notamment les jeunes générations qu'il y avait une technicité, ce que vous disiez Monsieur le Président dans votre propos tout à l'heure, une technicité qui légitimerait absolument. C'est vrai que le monde est devenu complexe et qu'il y a besoin de technicité, on peut s'appuyer par ailleurs sur des techniciens.

« MAIS LA QUESTION DE LA POLITIQUE OU DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF, CELA NE TIENT PAS AUX DIPLÔMES, AUX ÉTUDES OU AU CHAMP DE COMPÉTENCES. CELA TIENT À CE QUI VOUS PREND AUX TRIPES. »

Est-ce que quelque chose vous prend aux tripes, est-ce que quelque chose ne va pas dans l'univers qui vous entoure et dont vous sauriez vous dans quel sens il faudrait qu'il aille ? Alors, valorisons cela : s'il y avait un message à passer beaucoup plus souvent sur les ondes, c'est le fait qu'en tant que tel, être un insatisfait ça a autant de valeur qu'être un technicien d'un sujet. Et je trouve qu'on le dit rarement, c'est pour cela que cela interroge beaucoup les jeunes générations.

Je poursuis simplement, parce que vous avez essayé de m'entraîner sur le lien entre l'engagement politique et l'engagement associatif.

Je suis obligée de constater, et c'est sans doute ce qui explique pour partie pourquoi depuis quelques années je me suis un peu éloignée du premier plan politique, qu'il y a une crise de l'intermédiation politique, que beaucoup de citoyens, pas seulement les plus jeunes mais notamment eux, ont beaucoup de mal à aller spontanément vers les partis. Et en revanche ils vont beaucoup plus spontanément vers les ONG : que ce soit chez ONE ou France Terre d'Asile, on ne manque pas de bonnes volontés, de gens qui s'engagent, qui demandent à en faire plus. Dans le domaine de l'asile par exemple, au moment où on a accueilli en France 100 000 réfugiés ukrainiens, 40 000 ont été hébergés en hébergement citoyen, soit 40% : c'est un engagement d'ouvrir sa porte pendant plusieurs mois. Il y a des gens qui s'engagent, mais ils ne rejoignent pas les partis politiques et ils votent de moins en moins. Pourquoi ?

## *Les partis fonctionnent sur le mode des passions négatives*

Je me demande si ce n'est pas lié à un phénomène qui s'est aggravé ces derniers temps et Pascal, je suis sûre que vous avez étudié cela : les partis, notamment au moment de la conquête du pouvoir, fonctionnent sur le mode des passions négatives. Aujourd'hui pour espérer remporter des voix, vous avez plus vite fait de miser sur la peur, le rejet, l'envie, toutes les passions négatives qu'on peut imaginer, que sur celles qui consisteraient à dessiner un idéal, une utopie même à horizon 10 ans. Je me suis encore récemment présentée à des élections locales, je vois bien la différence, ça ne se traduit pas en voix, et cela n'a rien à voir avec la qualité de la personnalité politique qui se présente : c'est plus facile pour un électeur de se sentir concerné si on lui transmet des passions négatives au moment de cette élection. Mais le problème c'est qu'une fois que l'élection est passée, il peut être dégoûté des politiques.

Ils vont voter comme cela, comme sous le coup d'une pulsion, et puis après tout cela les dégoûte, parce qu'ils ont bien conscience qu'on les prend pour des imbéciles et du coup ils se détournent le reste du temps des politiques.

« C'EST VRAI QUE LE MONDE DES ONG ET DES ASSOCIATIONS EST L'UNIVERS OÙ ON PARLE ENCORE D'IDÉAL, D'UTOPIE, EN EFFET AVEC UN SUJET UNIQUE SOUVENT. »

Cela a l'air idiot, mais par rapport à ce que je disais sur la complexité du monde, c'est important : quand le monde est tellement complexe, vous savez que vous allez avoir du mal à gérer tout à la fois, la guerre, la famine, les pandémies. ONE dont le sujet précisément c'est faire en sorte que les gens ne meurent plus d'une maladie qu'on sait pourtant soigner (ONE a été créé sur cette base aux débuts des années 2000 : le sida battait son plein, on trouve enfin les trithérapies mais elles sont tellement onéreuses, que les pays qui souffrent le plus du sida en Afrique subsaharienne n'y ont absolument pas accès donc 7 millions de morts dans la foulée). Donc on se crée sur cette idée simple : quand il y a une pandémie par définition c'est mondial, et de ce fait, quand des traitements sont trouvés, il faut que le système, c'est-à-dire les institutions internationales, ce qui est inter-étatique, FMI, Banque Mondiale... construisent des mécanismes qui vont aider à la répartition de ces soins et les rendre accessibles pour tous. Ainsi, on a été très actifs sur le Covid 19 pour les vaccins par exemple.

## *Crise de l'intermédiation mais aussi crise de l'idée que quelqu'un peut être plus sachant*

Du coup quand on prend un sujet précis, le grand avantage ce n'est pas seulement que dans cette complexité générale, on voit à peu près le chemin et l'objectif à atteindre, c'est aussi que de temps en temps on arrive à égrener quelques victoires. Alors que si vous me disiez la géopolitique au sens large, j'ai l'impression que tout se neutralise tout le temps. Mais là on voit à peu près le nombre de millions de gens qui grâce à ce qu'on fait peuvent se sortir de la tuberculose, du paludisme, du choléra etc...

C'est une organisation anglosaxonne ONE à la base, même si elle est mondiale maintenant. Cela a été assez intéressant pour moi de regarder la façon dont cela fonctionne. Chez nous l'équipe en charge de la mobilisation des citoyens, du suivi de l'engagement est aussi forte et puissante que celle qui est en charge des ressources humaines de l'entreprise. Je crois que c'est quelque chose d'important : par exemple dans les partis politiques, je n'ai pas vu cela. C'est quelque chose à retenir pour vous :

« CE N'EST PAS PARCE QU'ON PARLE D'ENGAGEMENT QUE TOUT DOIT ÊTRE PENSÉ SUR LE MODE DE L'ALTRUISME, DU BÉNÉVOLAT, DE LA SOUPLASSE ET DE LA BIENVEILLANCE. »

Il y a la nécessité de professionnaliser, parce qu'une fois que les gens ont dit qu'ils étaient d'accord pour s'engager à vos côtés, il faut les rappeler tous les jours, les embarquer.

Je rebondis aussi sur autre chose qui m'a intéressé, la crise de l'intermédiation. C'est très vrai, mais ce n'est pas seulement de l'intermédiation. Vous l'évoquiez au sujet des syndicats et des partis politiques, mais ce n'est pas seulement la crise de l'intermédiation.

Pour moi, c'est la crise de l'idée que quelqu'un d'autre peut être plus sachant que moi. Et c'est quelque chose que j'ai vécu comme Ministre de l'Éducation quand je regardais les relations entre les parents et les professeurs, regardez comment elles ont évolué, c'est quand même fascinant. On peut attribuer cela au fait que les parents sont d'un niveau éducatif plus élevé qu'autrefois, donc il y a moins cette vénération pour la figure de l'enseignant, mais là on atteint des sommets de n'importe quoi parce que les parents vont remettre en question assez régulièrement la professionnalité de l'enseignant, sa décision de note, de sanction et tout cela sur un mode de plus en plus irrespectueux. Donc je pense qu'il y a une crise de l'idée que quelqu'un est plus sachant que moi.



## *L'expertise est remise en question, développant une crise de confiance dans les institutions*

Je l'ai vécu dans une situation de parents/professeurs mais on le vit également à l'égard du scientifique, de l'expertise. L'expertise est remise en question : les journalistes, qui quand même avaient bonne presse auparavant, nous y voyons un peu des gens qui nous apportaient quelque chose, mais qui sont pourtant aussi mal placés que les politiques dans les enquêtes de confiance aujourd'hui. Je pense que c'est ce sujet aussi qui traverse notre société. Ce ne sont pas des solutions mais je pose également le décor et il y a quelques pistes.

### **François Miquet-Marty :**

Nous sommes dans une enceinte mutualiste, et l'idée d'engagement et de démocratie est présente depuis le début : dans les sociétés de secours mutuel il y avait l'idée d'engagement. D'ailleurs les premières mutuelles qui ont été créées, l'ont été sur cette idée d'engagement collectif avec une vision du monde qui est appelée à transformer la société, y compris durant le congrès de la mutualité fondateur de la charte de la mutualité

en 1898, il y avait des gens qui parlaient de République sociale concernant les mutuelles. On fait société quasiment au sein de la République française en formant presque une république à part entière. Est-ce que vous diriez que cette société d'engagement désormais à l'avenir doit être au fond dissociée d'une vision collective globale ? Nous avons grandi là-dedans, enfin tout dépend des générations auxquelles nous appartenons, mais l'engagement que nous avons connu était un engagement porté par des visions, Pascal Perrineau le rappelait tout à l'heure, avec des idéaux, des visions globales. Est-ce qu'au fond l'engagement de demain doit prendre acte du décès de ces visions collectives, est-ce que cela ne fonctionne plus ? Ou au contraire, est-ce qu'il est possible de réimaginer un engagement avec des visions collectives de la société ou devons-nous nous dire qu'il faut être pragmatique : si ce sont des engagements sur enjeux uniques qui fonctionnent, pourquoi ne pas les privilégier ?

# *L'ordre, les libertés et l'individuation sont-ils des risques pour l'engagement et la démocratie ?*

## **Pascal Perrineau :**

La recherche du collectif, du bien commun, de la manière de faire société reste extrêmement forte. Pourquoi ? Cela me frappe parce que nous faisons ce que l'on appelle des EVS (European Values Surveys), ce sont les mêmes questions posées dans tous les pays européens. Nous faisons cela environ tous les 5 ou 6 ans. Je suis frappé de plus en plus depuis maintenant une dizaine d'années par la chose suivante : il y a une montée dans toutes les opinions publiques de la demande de libertés privées. On veut davantage de libertés privées. On pourrait statuer sur comment le politique a répondu à cette demande des Français, mais c'est la même chose en Italie, en Allemagne, en Espagne, etc. Et en même temps, on trouve une demande d'autorité, de régulation, d'ordre. Alors au départ, pas mal de gens disaient « c'est contradictoire » mais en fait pas du tout puisque cela vient des mêmes personnes. C'est-à-dire que les individus se rendent compte que le processus d'individuation, d'extension des libertés privées rend les sociétés, toutes les sociétés et organisations de plus en plus ingouvernables. Et de ce fait, il y a de manière confuse la recherche d'un principe de régulation, d'un principe d'autorité, d'un principe d'ordre parce qu'on sait très bien qu'une société où il n'existe que le principe de libertés privées ne peut pas fonctionner. Il y a forcément un besoin de régulation. Et dans des débats

que j'avais avec d'autres politistes à Vienne, où l'on revenait sur ces études européennes, c'était très intéressant car avec un collègue autrichien, nous constatons la même chose en Autriche et en France avec la poussée de la droite. Il y a de plus en plus de Français qui se sentent explicitement de droite. C'est essentiellement autour de la valeur de l'autorité, de l'ordre reprenant la vieille taxinomie de la droite du XIXe siècle avec le parti de l'ordre. Le mouvement est celui des libertés privées. L'ordre est celui d'une régulation qui selon les représentations est davantage portée aujourd'hui par les forces de Droite que par la Gauche.

« LES FRANÇAIS  
N'ONT PAS FAIT  
LEUR DEUIL  
DE TOUTE  
APPARTENANCE  
À UN COLLECTIF  
IMPORTANT QUI  
DONNE DU SENS  
À LEUR VIE. »

Deuxième remarque sur le collectif, les Français n'ont pas fait leur deuil de toute appartenance à un collectif important qui donne du sens à leur vie. A Gauche, c'était la société des égaux.



Mais à Droite, le succès du Rassemblement National, si on cherche vraiment à comprendre, si on passe des heures à écouter et à discuter avec les électeurs du Rassemblement National, s'explique chez eux par un logiciel très fort : ils se disent au bout de notre vote, il y a la chaleur de la communauté nationale. Nous sommes dans une société dure, froide. Il y a beaucoup d'employés, d'ouvriers, de chômeurs qui votent pour le Rassemblement National. Ainsi, si seules les couches populaires avaient pu voter à la dernière élection présidentielle, Marine Le Pen serait Présidente de la République. Donc, il faut écouter ces gens. Le milieu intellectuel a trop résisté à l'écoute de ces personnes. Avant de porter un jugement, il faut écouter. Taisons-nous et écoutons. Et cela me frappe : dans ces discours, il y a régulièrement l'idée que le Rassemblement National est porteur, lui qui joue tant sur les oppositions, sur les clivages, à terme d'une forme d'utopie qui est celle de la communauté nationale où nous serons tous rassemblés. C'est ce que disait Jean Jaurès : « qu'est-ce qui reste à un prolétaire quand il n'a plus rien si ce n'est la patrie ». Ce collectif-là est à l'œuvre. Il n'est pas à l'œuvre chez de vieux nationalistes nostalgiques. Il est à l'œuvre chez les moins de 40 ans, jeunes, en bas de la hiérarchie des diplômés, issus de l'enseignement technique et professionnel. Et cela

marque. On ne s'en rend pas compte car on ne s'y intéresse pas beaucoup, notamment dans le milieu intellectuel mais cela fonctionne. Cela m'avait marqué quand j'avais fait avec mes étudiants de Sciences Po sur le campus de Menton un travail ensemble. Je leur avais dit « vous allez partir sur le terrain et vous allez rencontrer des électeurs de Gauche qui votent Rassemblement National ». Ils m'avaient répondu : « Mais monsieur, ce n'est pas possible ! ». Je leur ai dit « écoutez, avant de me dire que ce n'est pas possible, allez-y. ». Ils sont revenus quinze jours plus tard et ils m'ont dit « Monsieur, on en trouve partout ». Donc des gens qui vous disent « Je suis de Gauche » et quand vous leur demandez pour qui ils ont voté, ils vous répondent le Rassemblement National. La principale conclusion sur cette France de Gauche qui vote pour le Rassemblement National, c'était « ce n'est pas moi qui ai changé ». A la fin des entretiens, les électeurs nous disaient : « ce n'est pas moi qui ai changé, c'est la Gauche. ». Ils étaient toujours à la recherche d'une certaine utopie à laquelle la Gauche à tort ou à raison répondait à leurs yeux. Ils disent qu'aujourd'hui la Gauche a changé, elle a choisi d'autres milieux sociaux. C'est leur choix, ils ont choisi les jeunes, les femmes, les immigrés, les catégories aisés, etc. mais nous, ils nous ont abandonné en rase campagne.

# *Existe-il encore un intérêt général, un bien commun ?*

Nous, nous n'avons pas changé car nous sommes toujours porteurs de ce même désir d'une communauté sociale et nationale dans laquelle nous trouvons notre place. Donc ce collectif-là perdure.

## **François Miquet-Marty :**

Cela est une forme de collectif, celui du Rassemblement National notamment, Najat Vallaud-Belkacem est-ce qu'il y a d'autres formes de collectif qui perdurent ? Est-ce que l'idée d'un collectif au sens d'une vision de société qui soit mobilisatrice a encore du sens à l'avenir ? Ou faut-il se dire allons vers du pragmatisme et des mobilisations sur enjeux uniques et essayons d'abandonner une vision un peu globale du monde de demain ?

« LES QUALITÉS DES ASSOCIATIONS ET DES ONG ONT AUSSI LEUR LIMITE. LEUR LIMITE C'EST QUOI ? C'EST PRÉCISÉMENT PARCE QU'ELLES ONT UN OBJET PARTICULIER IDENTIFIÉ QU'ELLES VONT SE FOCALISER SUR CET OBJET EN FERMANT LES ÉCOUTILLES PAR RAPPORT AU RESTE. ET LE BIEN COMMUN, C'EST DE PRENDRE EN COMPTE TOUT LE RESTE AUSSI. »

## **Najat Vallaud-Belkacem :**

Ce que j'aurais dû préciser tout à l'heure, une fois que j'avais fait mon portrait c'est que certes, le monde des ONG et de la société civile attire davantage l'engagement des citoyens mais je ne trouve pas que cela soit une situation satisfaisante, soyons clair. Je suis quand même très attachée à la notion de bien commun. Je vous dis juste que c'est que ce que je perçois. Alors, qu'y a-t-il d'insatisfaisant là-dedans ? En fait, les qualités des associations et des ONG ont aussi leur limite. Leur limite c'est quoi ? C'est précisément parce qu'elles ont un objet particulier identifié qu'elles vont se focaliser sur cet objet en fermant les écoutilles par rapport au reste. Et le bien commun, c'est de prendre en compte tout le reste aussi.

Concrètement, par exemple, nous allons faire du plaidoyer pour que les autorités mettent un maximum de moyen sur tel ou tel sujet mais en ayant finalement assez peu d'attention sur le fait que le politique a ses limites, que les populations sont diverses, qu'il y a un besoin d'harmonie générale et que donc tous les moyens ne peuvent pas aller juste dans tel secteur, etc.

« C'EST DANS  
LA COMPLEXITÉ  
DU MONDE QUE L'ON  
TROUVE LE BIEN  
COMMUN. »

Je pense que les individus sont tels qu'ils sont avec une attirance pour des enjeux uniques, des victoires faciles, etc. Mais nous avons le devoir de leur apprendre l'art de la complexité, les contraintes du politique, d'être dans un esprit un peu sacrificiel, de plus long terme, etc. Le problème c'est qu'on ne peut pas le faire avec les acteurs actuels du jeu, politique et médiatique. Je ne suis pas en train de dire qu'il faut débarrasser tout le paysage politique actuel. D'ailleurs je pense que les acteurs politiques sont en partie ce qu'ils sont parce qu'il y a des codes médiatiques qui ont été établis et qui donnent la prime à tous ceux qui iront chercher le buzz et le clash plutôt que l'intelligence et la nuance. Je ne pense pas avoir besoin de le préciser, tout le monde ici

en a conscience. Mais il faut absolument revoir la façon dont ces acteurs fonctionnent sinon, nous n'arriverons pas à convaincre les Français que c'est dans cette complexité que l'on trouve le bien commun.

**François Miquet-Marty :**

Avant d'échanger avec des questions-réponses, un mot sur le digital. Ce digital dont Pascal Perrineau disait tout à l'heure qu'il permet un échange facile. Il y a cette plaisanterie de Barack Obama qui disait c'est extraordinaire, vous êtes sur votre ordinateur et puis éventuellement vous faites un tweet agressif, et puis ayant fait ce tweet, vous vous enfoncez dans votre canapé en vous disant « je suis quand même un type bien, j'ai tapé sur celui-ci ou celle-ci. Mon engagement est fait. Je n'ai plus qu'à me reposer sur mon canapé ».

Comment utiliser le digital comme un levier d'engagement ? Est-ce que c'est possible et comment faire ? Plutôt que ce soit uniquement soit un levier d'engagement facile et probablement de déflagration ou un levier de désinhibition qui nous voue uniquement aux critiques vaines et stériles. Est-ce qu'il y a une vision du digital qui pourrait nous réconcilier avec l'idée d'être utile, de participer, en sachant qu'il y a aussi la question des fake news que vous avez évoquée l'un et l'autre et qui appelle aussi à être surmontée. Est-ce qu'il est possible d'utiliser le digital pour imaginer des pistes nouvelles d'engagement ?

# *Le digital, au service de la démocratie ?*

« AVEC INTERNET, ON ATTEINT LE SOMMET  
DE L'HOMOGENÉITÉ. »

**Pascal Perrineau :**

Par rapport aux espoirs, la démocratie électronique a connu une désillusion phénoménale. Il fallait voir les discours que l'on tenait il y a 20 ans sur la démocratie électronique comme moyen de réviviscence de la vie démocratique. Nous avons d'énormes attentes. Ces attentes ont été massivement déçues. Du coup, il y a des effets pervers. C'est-à-dire, il y a bien un espace public mais dans lequel l'individu est derrière sa machine seul la plupart du temps. Il se contente de comportement, de rapport avec la chose publique de manière extrêmement faible même si cela circule et que la masse est extrêmement impressionnante. Gérald Bronner dit des choses très intéressantes à ce sujet. La rumeur a toujours été importante dans les sociétés et particulièrement en matière politique. Simplement, que fait internet ? Cela donne un impact à la rumeur gigantesque. Cela a donné à la rumeur un impact fois 10 000. Le problème qui se pose est celui de la régulation. Il faut proposer de véritables outils de régulation de l'espace internet.

Cela donne des engagements qui sont extrêmement mobiles, peu de contenu et extrêmement précaires. Donc, cela a été une déception énorme et l'instrument internet n'a pas permis de faire vivre autrement les modes d'organisations politiques. L'effet pervers, c'est aussi l'enfermement des individus dans des bulles cognitives. C'est-à-dire, on se rassemble parce qu'on se ressemble. Cela se voit notamment en politique puisque les partis politiques parlent toujours aux mêmes. Internet, c'est un instrument de communication toujours aux mêmes personnes. Il y a moins d'ouverture que dans une section de parti où au moins on rencontrait des personnes de générations différentes, d'origines variables et de sensibilités variées. Avec internet, on atteint le sommet de l'homogénéité. Qui se ressemble, s'assemble.

**François Miquet-Marty :**

Najat Vallaud-Belkacem, sur cette question du digital et de l'intranquillité, est-ce que le digital n'est pas aussi un vecteur d'engagement et donc paradoxalement de mobilisation ?



# *Le digital peut-il être un outil pour l'engagement ?*

Le digital fait que l'on a tendance à relativiser ou à moins apercevoir les difficultés qui nous entourent, mais est-ce que le digital n'est pas aussi un vecteur de sensibilisation pour des choses qui peuvent se passer à l'autre bout du monde et pour lesquelles au XIXème siècle, nous avions moins conscience ?

« UNE STRUCTURE DOIT SE DONNER COMME RESPONSABILITÉ D'ALLER CHERCHER CES GENS POUR TRANSFORMER CET ENGAGEMENT ET PAS SIMPLEMENT LES MAINTENIR SUR LE WEB. »

## **Najat Vallaud-Belkacem :**

Oui, il y a de tout dans le digital. Par exemple, s'agissant des élus on évoque beaucoup le fait que les réseaux sociaux ont installé une ère du clash. Néanmoins, si on voulait être un peu plus juste, nous pourrions dire que ces réseaux sociaux ont permis à des élus qui devaient passer par des communiqués de presse, espérant une dépêche AFP, etc. pour faire entendre un positionnement quelconque mais qui n'avait pas l'ampleur de le faire, de pouvoir le faire. Désormais les positions des élus sont accessibles sur les réseaux sociaux. Je prends juste cet exemple là mais nous pourrions en citer plein d'autres. Il y a évidemment du positif dans le numérique et dans ce monde-là.

Toutefois, je vais peut-être vous surprendre parce que vous vous attendiez peut-être à ce qu'une quarantenaire comme moi défende le numérique. Pourtant, je suis très dubitative et peut-être que le fait que je sois mère de deux adolescents en est pour quelque chose. Je pense qu'il y a plus d'inconvénients que d'avantages dans ce monde numérique. C'est très problématique ce que vient de dire Pascal Perrineau sur les bulles cognitives dans lesquelles cela nous enferme. Je rajouterai quelque chose qui m'angoisse un petit peu. Par exemple, si je prends l'égalité hommes-femmes qui est un combat qui me tient à cœur, nous avons l'impression que nos sociétés bon an, mal an vont dans une dynamique de progrès sur ce sujet-là avec une législation qui évolue, une libération de la parole, avec une éducation à l'égalité qui évolue, qui progresse, etc.

Pendant ce temps-là, sur les réseaux sociaux, c'est le retour des stéréotypes qu'on ancre de nouveau dans la tête de nos enfants. C'est le retour de la violence de genre. Cela ne vous aura pas échappé que lorsque nous sommes une femme, que ce soit personnalité politique ou personnalité publique tout court, que cela soit journaliste, activiste, etc. nous subissons une violence sur les réseaux sociaux qui est hallucinante à coup de menace de viol, etc. Donc c'est bien la violence de genre qui revient. Et les stéréotypes de genre qui reviennent, je le vois très personnellement avec mes enfants. Les algorithmes ne vont proposer aux filles que des contenus liés au maquillage, aux garçons que des contenus d'action, etc. C'est insupportable car tout ce que nous sommes en train de combattre et de diminuer dans la vie réelle est reproduit puissance 1 000 sur les réseaux sociaux. Et le problème, c'est que nos enfants passent énormément de temps sur les écrans dans cette vie virtuelle.

Par ailleurs, je suis d'accord de considérer que simplement signer une pétition sur internet, ou publier un tweet comme le disait Barack Obama, nous ne pouvons pas vraiment appeler cela un engagement. C'est bien si cela représente le commencement de quelque chose de plus grand. Il faut bien commencer quelque part. Néanmoins, une structure, et c'est comme cela que je perçois ma responsabilité de directrice d'ONG ou de présidente de France Terre d'Asile, doit se donner comme responsabilité d'aller chercher ces gens pour transformer cet engagement et pas simplement les maintenir sur le web.



## ÉCHANGES : APPROFONDISSEMENTS ET PERSPECTIVES

*« L'idée de l'avenir est plus féconde que l'avenir lui-même »*

### **François Miquet-Marty :**

Nous avons la chance d'être en réel, sans digital et sans bulle qui nous enferme. Alors, y a-t-il des questions ? Nous pouvons peut-être grouper les questions ?

### **Question de Pascal Michard :**

Vous venez d'évoquer l'idée de progrès tout en montrant que finalement c'est peut-être un pas en avant, deux pas en arrière. Et puis, il y a eu une tribune de la part d'Étienne Klein, astrophysicien, qui citait Henri Bergson en disant que « l'idée de l'avenir est plus féconde que l'avenir lui-même ». L'observation était que pensant que demain ne sera pas mieux qu'aujourd'hui, voire pire, par rapport aux générations précédentes, la société avait finalement renoncé à l'idée de progrès. Par conséquent, l'avenir ne fécondait plus le présent. De plus, je rebondis sur une anecdote assez amusante : l'idée de progrès est l'anagramme exact du degré d'espoir. S'il n'y en a plus, il n'y a plus d'espérances.

Cela rejoint l'idée que vous avez évoquée sur une forme de saturation provoquant une certaine désespérance. Tout ce que vous évoquez, je ne sais pas si c'est la cause ou la conséquence, mais est-ce que cela ne rejoint pas aussi ce renoncement au progrès devant les menaces et les transitions qui sont les nôtres aujourd'hui ?

### **Question de Cornélia Federkeil :**

Bonjour, je suis la secrétaire générale de l'Association des Assureurs Mutualistes. Il y a un sujet que vous n'avez pas abordé : l'engagement, est-ce que c'est dans le temps ? Ya-t-il une notion de durée dans l'engagement ? En effet, il me semble que la démocratie mutualiste, l'engagement mutualiste, c'est un engagement de long terme. Et j'ai comme l'impression qu'aujourd'hui avec les causes uniques, nous sommes dans quelque chose de court terme et j'aimerais savoir ce que vous en pensez ?



## *Le manque d'engagement à long terme peut-il mettre en danger la démocratie ?*

### **Question :**

Je suis un technicien et je voudrais rebondir sur ce que disait Madame Federkeil. En effet, l'éducation à l'esprit critique est importante. De même que la régulation, toutefois cela se fait sur du temps long. Cette semaine Microsoft présente son Chat GPT et potentiellement plus d'un milliard d'humains vont être capable d'avoir cela dans les mains. Comment pouvons-nous, concrètement à court terme développer cet engagement ?

### **Question d'Eric Chenut :**

Bonjour, je suis le président de la Mutualité Française. J'avais été très marqué par une étude du Cevipof au moment des dernières présidentielles en 2022 qui montrait qu'une partie importante des jeunes préfère l'efficacité à la démocratie.

Cela signifie que dans l'avenir de l'action publique, ce qui les déterminait c'était l'efficacité avant de participer à la détermination des orientations. Je voudrais savoir ce que cela signifie pour vous ?

Et est-ce que derrière cela, finalement, nous ne payons pas le fait que nous avons peut-être trop amené le citoyen à devenir un consommateur de l'action publique plutôt qu'à y participer ? Et pour amener une petite note d'espoir pour terminer, il y a 185 citoyennes et citoyens qui ont été tirés au sort dans le cadre de la convention citoyenne sur la fin de vie pilotée par le Conseil économique, social et environnemental. Nous sommes à sept week-ends de trois jours, c'est très prenant, très mobilisateur. Il n'y a qu'une personne qui a lâché car elle a trouvé un travail qui ne lui permettait pas de continuer. Sinon, ils sont toujours tous là. Ils travaillent toujours tous ensemble avec bien évidemment leurs convictions aux uns et aux autres. Ils arrivent à débattre de sujets compliqués sans s'entredéchirer. Je trouve que cela est une note d'espoir car lorsque nous donnons de la matière à l'engagement, même si ce dernier n'est pas spontané, cela peut fonctionner.



# *Comment lutter contre le développement des risques liés à l'engagement ?*

## **Question de Jérôme Safar :**

Bonjour, je suis directeur de cabinet du président chez Crédit Coopératif. La question que je me pose en vous écoutant et en travaillant depuis longtemps sur le sujet de la crise de l'engagement, je vais être un peu brutal, j'ai une trentaine d'années de militantisme, un peu plus même, et cela fait trente-cinq ans que j'entends cette question-là être traitée. Malheureusement, elle empire d'année en année et personne n'a trouvé de solution. La question que je me pose c'est pourquoi on ne se pose pas la question de la reconnaissance collective de l'engagement collectif, réellement. Aujourd'hui, il vaut mieux être Tiktokeur avec des centaines de milliers de followers comme on dit, qu'être engagé dans la vie mutuelle, dans la vie politique, dans la vie syndicale où on ne va non seulement pas être reconnu mais également dans la période actuelle, où nous pouvons être vilipendé, mis au banc de la société, considéré comme un moins-que-rien, et finalement peu valorisé alors que nous sommes engagés pour le collectif. Cette question-là n'est pas traitée. Je l'ai vécu en tant qu' élu local et je ris encore du statut des élus locaux

ou des élus plus généralement. Et dans le même temps, cela s'est passé dans un moment où devenir élu était absolument invivable et insupportable. Le résultat est qu'aujourd'hui, nous rapons des élus, nous tuons même des élus et par conséquent, certains élus ne veulent pas se représenter. C'est aussi une question. C'est-à-dire, lorsque nous parlons d'engagement, nous avons de plus en plus de personnes qui refusent le risque de l'engagement car il devient également un risque. Je crois que nous avons là une vraie question. Najat Vallaud-Belkacem en parlait tout à l'heure sur la question des réseaux sociaux, l'an dernier avec quelques amis nous avons monté une association d'accueil des Ukrainiens par les individus et hors circuit que je qualifierais d'état. Nous avons été stupéfaits par la mobilisation du réseau, nous avons même été débordés à un moment. Mais nous avons également été stupéfaits de voir qu'au bout d'un moment, alors que j'avais géré également l'accueil des Syriens à Villeurbanne, nous avons dû répondre aux questions de savoir pourquoi nous accueillions ceux-ci et pas d'autres.

## *La création doit venir au service de l'engagement*

Pourquoi nous faisons cela pour ceux-ci et pas d'autres, etc. Le résultat a été très simple : d'une dizaine d'amis, cinq ont arrêtés. Tout simplement parce que cela leur était insupportable. Nous sommes dans cette logique aussi de ce que vous décriviez comme la violence immédiate qui fait que l'engagement n'est plus reconnu à sa juste valeur. Je crois qu'il y a là une vraie question à traiter.

### **Question :**

Pour rebondir sur la question de l'engagement écologique, puisque effectivement en termes d'horizon par rapport au sujet de l'avenir, le minutage est assez serré. C'est le sujet holistique par excellence. C'est aussi celui qui vient questionner le sujet du vivre-ensemble. J'aimerais de ce fait vous entendre sur ce sujet.

### **Najat Vallaud-Belkacem :**

D'abord, je voulais réagir par rapport à ce que Monsieur le Président disait tout à l'heure et notamment l'anagramme dont je suis fan également. Ce à quoi cela m'a fait penser lorsque vous l'avez cité est ce dont nous avons besoin justement, ce sont des poètes, des romanciers, des auteurs de

science-fiction, etc. Je ne sais pas pourquoi récemment je me suis prise de passion pour René Barjavel, que j'avais lu très jeune. Si vous ne l'avez pas lu, je vous le conseille, il était extraordinaire. C'est incroyable le nombre de choses qu'il avait décrit dans ses romans et qui se sont passées dans la réalité. Nous avons vraiment besoin de l'aide de la fiction pour recréer cet idéal, cette utopie. Je pense que ces grandes idéologies dont vous disiez Pascal Perrineau que les grands partis ne les portent plus, en réalité, sont un souffle venant aussi de la création. Ce que je dis là ne vaut pas juste dans le cadre de l'Etat, mais également à l'échelle des entreprises, ou des associations, des partis, etc. Nous devrions y penser plus régulièrement. Sur la question de Madame Federkeil, sur l'engagement à long terme : je pense qu'il y a aussi les contraintes d'une vie. J'ai été élue locale et lorsque nous faisons des instances de concertation, des conseils de quartier, etc..., nous comprenions que nous n'aurions jamais des jeunes parents, engagés dans la vie active avec très peu de temps à consacrer à cet engagement.

## *Les nouvelles technologies et l'adaptation, des solutions potentielles pour l'engagement*

En revanche, nous aurions des personnes à la retraite, etc. Il faut accepter qu'à l'échelle d'une vie, nous avons des moments où nous avons plus ou moins de temps et peut-être que ce qui va, à terme, plaider pour un engagement de long terme, quels que soit les moments de la vie que nous allons traverser, c'est le nouveau rapport au travail. C'est le fait de rééquilibrer le temps passé au travail, avec la mise en place de télétravail, une recherche d'équilibre du temps personnel-professionnel, notamment chez les jeunes générations. Cela va peut-être libérer du temps notamment pour s'engager un peu plus de façon structurante, en dehors des périodes où nous sommes soit à la retraite, soit étudiant. Je trouve cela intéressant.

Sur l'interrogation de la place des nouvelles technologies, honnêtement je ne sais pas si je suis la mieux placée pour répondre car je partage votre inquiétude. Ces outils restent

tout de même intéressants, même si là encore il y a une éducation à faire pour l'utilisation de ces outils afin d'éviter d'être utilisé par eux. En tout cas, je pense qu'il y a une conversation démocratique qui devrait avoir lieu sur ces sujets mais qui n'a absolument pas lieu.

Sur le fait que les jeunes préfèrent l'efficacité à la démocratie, je laisserai Pascal Perrineau répondre là-dessus car il est mieux placé que moi. Ce qui est clair, c'est cette idée de consommation plutôt que d'action. Je me réfère à mon expérience dans l'éducation, cela est clair. Nous avons beaucoup trop conforté les individus dans l'idée que l'on consommait des services publics, à la carte, qu'on prenait une partie mais pas le reste. Dans l'éducation, cela est particulièrement criant. Or, le bien commun c'est aussi sortir de cette logique de consommation qui souvent nous conforte dans l'individuation et nous empêche d'être dans le combat collectif.

## *La démocratie sociale est-elle compatible avec le libéralisme ?*

La question sur la reconnaissance de l'engagement collectif est très bonne et je trouve que vous l'avez posée de manière très pertinente. Je trouve qu'il faudrait faire réussir à résonner cette façon de penser. Au fond, nous avons réussi à trouver une façon de monétiser les « j'aime » sur les réseaux sociaux, alors essayons en raisonnant par analogie de monétiser ce temps consacré par des bénévoles, par des élus, etc. Sauf que derrière ce système des influenceurs et des « j'aime » il y a un système capitaliste et que le problème de l'engagement dont on parle est qu'il n'obéit à aucune des règles du capitalisme. Je pense qu'il faut néanmoins essayer même si cela paraît contradictoire.

Enfin, sur la question de l'engagement écologique, sujet holistique par excellence : je pense que c'est une lacune de notre part de ne pas l'avoir abordé d'office, parce que nous devrions le faire systématiquement aujourd'hui. Je pense qu'il n'y a aucune conversation qui tienne si on ne

pose pas ce décor-là. Tout à l'heure, nous évoquions le sujet des jeunes générations qui ont un autre rapport au travail, qui veulent partir plus tôt le soir, etc. En réalité, pour beaucoup d'entre elles au-delà de l'équilibre personnel-professionnel, elles se disent que dans vingt ans, si cela se trouve elles ne pourront plus respirer sur terre. Cela vous inscrit tout de même dans un rapport à ce pour quoi il faut donner de son temps, de son énergie, etc. qui est très différent de ce que nous avons pu connaître dans notre relation au travail, dans l'idée de faire du présentisme, etc. C'est aussi quelque chose qui se retrouve dans le sujet de la réforme de la retraite puisque j'ai rencontré de nombreuses jeunes personnes qui me disait « on me parle de la retraite à 64 ans mais nous ne savons même pas si nous serons capables d'aller jusque-là compte-tenu de l'enjeu écologique, etc. ». De ce fait, je pense que maintenant, il n'y a pas un sujet qui s'inscrive dans le long terme que l'on peut aborder sans parler de l'enjeu écologique.

# *La reconnaissance, clé pour l'engagement individuel en faveur du collectif*

## **Pascal Perrineau :**

Sur l'engagement dans le temps, oui, il y a une crise de l'engagement longue durée. Une crise sévère. Tous les secteurs que cela soit social, économique, politique, culturel, etc. sont touchés par ce que j'appelle les infidélités. Si vous voulez, l'infidélité dans la vie personnelle n'a cessé de se répandre comme par exemple avec la montée des divorces, etc. Pourquoi voulez-vous que les autres secteurs de la vie sociale ne soient pas touchés par ce processus ? Tous les secteurs sont touchés par des processus massifs d'infidélité. Le long terme est quelque chose qui nous pèse. Et comme la durée de vie a beaucoup augmenté, cela rend le problème cornélien. Nous sommes dans le court-terme, dans la volatilité des engagements. C'est le premier point.

Le deuxième point sur la question de la reconnaissance de l'engagement : les Français, à partir des années 80, ont commencé à être très durs avec leurs représentants, que cela soit leurs représentants politiques, syndicaux, etc. Quand on regarde le matériel qualitatif de l'époque, cela était beaucoup lié à l'échec des politiques à régler la question majeure du chômage, de l'emploi. De ce fait, les Français se disaient « mais à quoi servent les politiques si, alors qu'ils nous avaient raconté qu'ils allaient régler ce problème, c'est un échec tant à Droite qu'à Gauche ». Les Français étaient très sévères sur la crise des résultats. La crise de la représentation politique commence, le venin est là. Elle ne va cesser de se développer dès lors. Michel Schneider avait écrit un très beau livre sur la psychopathologie de l'affaire politique où il disait que la politique a été victime du développement continu de l'Etat providence. Ce dernier est devenu littéralement obèse. Il s'est chargé de tout. Et peu à peu des tas de pans qui étaient privés sont tombés dans son escarcelle. Cela allait très bien lorsqu'il y avait la croissance et que nous pouvions redistribuer les richesses. Tout a changé le jour où il n'y avait plus la croissance, l'Etat providence est entré en crise. L'Etat providence, disait-il, avait pris de plus en plus après la guerre une figure maternante. Il a infantilisé les citoyens et quand la mère nourricière étatique ne pouvait plus les nourrir, les enfants sont devenus détestables, pleins de ressentiments, frustrés. Nous y sommes.



## *Les menaces contre l'engagement et la démocratie*

C'est la politisation négative à laquelle nous assistons. C'est la fameuse phrase de John F. Kennedy, que les Américains arrêtaient de se poser la question de ce que l'Etat américain peut leur rapporter mais inversent la question en se demandant ce qu'ils peuvent faire pour les Etats-Unis d'Amérique. Là, nous sommes dans une politique où nous avons des citoyens infantilisés qui piquent une crise pareillement à des enfants qui piquent une crise lorsque la mère ne répond pas. Michel Schneider était très dur parfois.

Sur la question des jeunes, les jeunes c'est compliqué et l'avenir n'est pas forcément rose. Les jeunes privilégient l'efficacité à la démocratie et commencent à se poser la question : au fond, et si les régimes autoritaires n'étaient pas plus efficaces ? Cette affaire progresse. Cela a commencé il y a vingt ans et cela ne cesse de progresser. A la question, est-ce que vous seriez favorable à un système où il y aurait un Homme fort qui ne rendrait compte ni au Parlement, ni aux élections : le oui ne cesse de progresser, pas du tout chez les personnes âgées qui seraient nostalgiques de je ne sais quoi, mais chez les jeunes. Il y a une demande autoritaire ou autoritariste qui est forte chez les jeunes et qui correspond très bien à ce qu'un politologue spécialiste de la sortie des dictatures, Guy Hermet évoquait dans son livre « L'Hiver de la démocratie ». Dans lequel il disait qu'il fallait sortir de cette espèce de béatitude vis-à-vis de la démocratie, de plus en plus sophistiquée, répondant à toutes nos demandes, etc. Pour lui, il s'agit de billevesées. Il n'y a pas de développement unilatéral de la démocratie. Nous entrons dans un processus d'hiver de la démocratie. Regardez les études sur les démocraties qui montrent que le nombre de ces dernières recommence à baisser. Cela est un signe fort. Nous sommes dans l'hiver de la démocratie car il y a deux mouvements qui sont à l'œuvre. Il y a l'apparition d'une gouvernance qui ne répond plus au processus électif. Par exemple, il faut regarder la multiplication des autorités administratives indépendantes en France qui peuvent participer aux décisions mais qui n'ont aucune légitimité démocratique. La gouvernance est un ennemi de la démocratie. Le deuxième mouvement, c'est le populisme.

Et là, nous sommes en plein dedans. C'est-à-dire des figures autoritaires qui tirent le constat de la crise des médiations, engagent un dialogue direct avec un groupe de citoyens atomisés et un leader plus ou moins charismatique, prétendant être porteur de solutions de sortie de la crise, et qui préfigure des régimes de démocratie illibérale, au mieux, d'autoritarisme, au pire. Cela ne cessera de se développer. Alors, espérons qu'il y aura une réponse démocratique. C'est le rêve de Dominique Rousseau que j'aime bien : efforçons-nous de démocratiser la démocratie. Cependant, ce n'est pas une mince tâche.

### **François Miquet-Marty :**

Merci beaucoup à tous les deux pour ce voyage sur l'engagement.

## O U V E R T U R E S À L ' I S S U E D E S É C H A N G E S

### *La crise de l'engagement est-elle inévitable ?*

Lors de cette dixième Rencontre Aéma Groupe, Najat Vallaud-Belkacem et Pascal Perrineau ont été invités pour échanger sur la thématique de l'engagement, principalement dans le domaine mutualiste, politique et associatif mais d'autres formes d'engagements ont également pu être évoquées. Si le début de cette Rencontre Aéma Groupe est marqué par un constant inquiétant faisant état d'une crise de l'engagement, les échanges entre les invités, mais également avec les autres personnes présentes ont pu être source de pistes de réflexions, de débuts de solutions à mettre en place face à cette crise.

L'engagement au service d'une cause ou du bien commun est souvent l'un des piliers de nos sociétés, notamment dans les régimes démocratiques où l'engagement est la base du fonctionnement du régime. Toutefois, il connaît depuis plusieurs années une crise menaçant l'équilibre de la société entière. En effet, au-delà du domaine politique, de nombreuses structures sont dépendantes de l'engagement des personnes pour leur bon fonctionnement. L'engagement au profit du bien commun permet également la création d'idéaux, de visions communes, de l'idée de progrès sociétaux, etc. La crise de l'engagement pour le bien commun pourrait mettre en péril les liens sociaux, la solidarité ou encore l'idée d'une utopie commune, mère de nombreuses avancées sociétales et de ciment au sein de la population. Les structures politiques, associatives, syndicales et mutualistes souffrent de cette crise alors même que ces institutions sont fondamentales pour notre société, pour l'Etat français ainsi que pour la démocratie. L'engagement n'est donc pas seulement une question individuelle mais bel et bien un besoin sociétal, bien qu'il soit de moins en moins mis en valeur par la société malgré son indispensabilité au bon fonctionnement de cette dernière.

Alors que cette crise de l'engagement ne cesse de progresser, comment pouvons-nous lutter ?



C'est la question que cette Rencontre a permis d'aborder. Si les causes sont complexes, de même que les réponses à cette crise, quelques pistes de solutions ou du moins de réflexions ont pu être mises en avant comme :

- L'engagement personnel en faveur d'une cause ou du bien commun devrait bénéficier de plus de reconnaissance collective. Cela est d'autant plus important que l'engagement se base principalement sur l'altruisme, en dehors du système capitaliste régissant la société. S'il est impossible de véritablement récompenser l'engagement par la monétisation, il est important de trouver un moyen pour renforcer la reconnaissance de la société à l'égard des individus qui s'engagent, notamment dans un contexte où l'engagement peut être mal perçu selon les domaines d'engagement.
- Il est nécessaire d'accepter qu'un engagement de long terme n'est pas toujours possible selon les personnes, leurs contraintes personnelles ou les étapes de leur vie. Il faudrait donc réussir à intégrer les engagements de court terme, mais aussi accepter qu'il est parfois impossible d'avoir une hétérogénéité des personnes engagées. Il faut le prendre en compte et s'adapter en conséquence, pour attirer d'autres personnes ou renforcer les personnes déjà engagées.
- Le monde étant très complexe, nous pourrions gagner à allier les engagements à cause unique, permettant de simplifier l'engagement, d'attirer des populations variées, et l'engagement pour le bien commun, nécessaire pour agir sur toute la société dans le but de construire un avenir commun positif.

Enfin, alors que notre société est engagée depuis plusieurs décennies dans la révolution numérique, et puisque les outils digitaux font désormais partie intégrante de notre quotidien, il peut être intéressant d'apprendre à mettre à profit les outils numériques et digitaux notamment en mettant en place une utilisation intelligente et utile de ceux-ci, afin de produire principalement des externalités positives.



À PROPOS DES  
INTERVENANTS*À propos  
de Najat Vallaud-Belkacem*

Ancienne Ministre, **Najat Vallaud-Belkacem** est aujourd'hui Directrice exécutive de l'ONG ONE depuis 2020 et Présidente de France Terre d'Asile depuis 2022.

Elue locale pendant plusieurs années, elle s'investit dans deux campagnes présidentielles successives comme porte-parole de Ségolène Royal d'abord en 2007, puis de François Hollande en 2012.

Elle est ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement dans les gouvernements Jean-Marc Ayrault, de 2012 à 2014. Confirmée ministre des Droits des femmes dans le premier gouvernement Manuel Valls en avril 2014, elle est nommée par ailleurs ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Elle est la première femme à occuper le poste de ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (d'août 2014 à mai 2017).

En 2018 elle rejoint le secteur privé en devenant Directrice des Affaires publiques internationales du groupe IPSOS. Elle contribue également aux efforts de la Fondation Tent Partnership For Refugees dont elle assure la présidence du conseil stratégique. En 2021, elle est élue en région Auvergne-Rhône-Alpes, où elle dirige le groupe socialiste, écologiste et démocrate.

Elle a par ailleurs créé à Sciences Po Paris un programme de formation consacré aux politiques publiques en matière d'égalité femmes-hommes, qu'elle codirige avec l'économiste Hélène Périvier depuis 2018. Dans le même temps, elle a fondé et dirige une collection d'essais chez Fayard, «Raison de plus» depuis 2019.



## *À propos de Pascal Perrineau*

Politologue et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, **Pascal Perrineau** est spécialiste du vote et de l'analyse des clivages politiques.

Il a été directeur du Centre de recherches politiques de Sciences-Po Paris (Cevipof) de 1991 à 2013 et l'un des cinq garants du grand débat national entre janvier et mars 2019.

Auteur de nombreux ouvrages, il a publié *Le Grand Écart : chronique d'une démocratie fragmentée*, aux éditions Plon en 2019.

Fort de son expérience de garant du grand débat national – qui lui a permis d'entendre directement la parole de nombreux Français, leurs préoccupations comme leurs revendications, mais aussi d'être au cœur de l'expérience du pouvoir politique et d'en approcher les intentions et les doutes –, Pascal Perrineau prend ici la mesure de l'état de santé démocratique du pays.

Et c'est le portrait d'une France politique changée, troublée, en certains points fracturée, dans un contexte de défiance politique majeure entre gouvernants et gouvernés, qui s'impose.



## *Vos interlocuteurs au sein du centre de prospective GCF*

**François Miquet-Marty** est président-fondateur de l'institut d'études et de conseil en opinions Viavoice, créé en 2008, et du GCF (Global Center for the Future), centre de recherches prospectives transdisciplinaires qu'il a créé en 2019.

Il a développé une partie de ses analyses dans plusieurs livres, dont :

- *Les nouvelles passions françaises. Réinventer la société et répondre à la crise*, Michalon, 2013 ;
- *Secrets de croissance. L'entreprise métamorphose, nouvel âge de l'entreprise*, Michalon, 2016 ;
- *Le pari de l'avenir. Manifeste pour la prospective*, Fauves, 2017 ;
- *Collectif : Réinventons le progrès !*, L'Aube, 2020 ;
- *Les nouvelles fractures de l'humanité*, L'Aube, 2022.

François Miquet-Marty est un habitué des médias par son regard à la fois pragmatique, ancré dans la réalité tout en étant prospectif. Docteur de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris).

**Gwenaëlle Leroux**, diplômée de l'Ecole d'Affaires Publiques de Sciences Po Paris, est chargée de prospective au sein du Global Center for the Future (GCF).

Ses expériences dans le domaine public, ainsi que ses connaissances en Humanités politiques et sur les évolutions de société lui permettent d'être polyvalente, allant du travail de veille à celui d'anticiper les besoins et les problématiques futures de nos sociétés et des entreprises.



*aéma*  
G R O U P E

GROUPE  
MUTUALISTE  
DE PROTECTION

 **AESIO**  
MUTUELLE

 **MACIF**

 **abeille**  
ASSURANCES

 **Ofi invest**

## AÉMA GROUPE

Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM),  
entreprise régie par le code des assurances,  
dont le siège social se situe 17-21, place Étienne-Pernet - 75015 Paris,  
identifiée sous le numéro unique 493 754 261.